

QUELQUES REFLEXIONS SUR LA FRANCOPHONIE ET L'AVENIR DU FRANÇAIS EN AFRIQUE

"La Francophonie est une idée, un projet qui a aujourd'hui une histoire"¹. En trente ans, en effet, la Francophonie n'a cessé d'évoluer, ses structures de se multiplier, ses participants d'augmenter. Ainsi on a pu y intégrer la Roumanie et la Pologne, le Cambodge et le Vietnam. Comment expliquer sinon que 47 pays "partagent au sein de l'Entente francophone la même langue, des valeurs communes, des objectifs identiques et prioritaires" ? Michel Guillou dit si bien les choses que je ne puis me retenir de le citer. Je continue donc :

"L'enjeu de la Francophonie ce n'est pas seulement de savoir comment la langue française conservera un destin mondial manifeste, mais de faire en sorte que les francophones partout à travers le monde apportent des réponses adéquates, inventives et attentives aux défis du présent et de l'avenir".

Et de préciser tout de suite "Nous ne célébrons pas de vagues appartenances linguistiques et culturelles, mais la nécessité impérieuse d'une solidarité pratique, agissante..." ...entendez politique, économique, etc.

Cette évolution de la Francophonie entre la convention-traité de Niamey en 1970 et cette déclaration d'un militantisme sans fards du Recteur de l'Aupelf-Uref en 1995, s'éclaire avec la tenue du premier Sommet Francophone à Paris en 1986. Ce premier Sommet marque la fondation de la Francophonie politique et institutionnelle, et ce tournant amorcé par Mitterrand, sera officialisé par la création d'un secrétariat d'Etat à la Francophonie. Chirac, accédant à son tour à la présidence, va renforcer ce mouvement, sans états d'âme, et avec plus de conviction encore que son prédécesseur.

Tout comme la Négritude en son temps, la Francophonie s'est constituée en idéologie. Généreuse d'ailleurs : les droits de l'homme, la démocratie ; l'espace économique francophone (marché potentiel de 500 millions de personnes) : les industries culturelles et les technologies de télécommunication, dont les autoroutes de l'information sont le point d'aboutissement ; et la multiplication des sites francophones sur Internet devient l'enjeu ultime pour sauvegarder l'exception culturelle...française bien entendu, devant la marée envahissante de l'anglais.

Nous voici loin des objectifs premiers des Bourguiba, Senghor, Jean Marc Léger, Diori... Car dans cet élan activiste la France n'est plus dans une situation de partenaire ; mais elle a résolument pris le leadership, pardon, le commandement. Elle est plus que jamais le centre, la métropole, qui irradie sa vision du monde sur les cultures de la périphérie. Et le français chargé de tant de valeurs morales et de richesses techniques, devient le vecteur linguistique adéquat pour accéder à la fois à l'humanisme et à la modernité.

Cependant nul ne peut nier le fait du recul momentané (?) du français dans le monde. L'anglais a pris la place de la "langue seconde" dans une majorité des pays de la planète, y compris ceux de l'Asie. Enfin dans toute l'Europe, y compris celle du Nord et de

¹ M. Guillou. *-La mangue et la pomme*, voyage en francophonie, p. 33 – John Libbey, Eurotext, Paris 1995.

l'Est, l'anglais est déjà langue véhiculaire et langue des affaires, la France, l'Espagne, et l'Italie exceptés.

Le français est donc en position défensive sur le plan international et s'efforce d'être au moins "présent" sur les technologies de pointe où l'anglais a déjà envahi tous les réseaux.

Exemple : Internet justement.

C'est dans cet environnement géopolitique qu'il faut interpréter une certaine "arrogance" du français... c'est le coq gaulois qui défend sa francitude. On est toujours le colonisé de quelqu'un...

L'impérialisme cocacola n'est hélas ! pas un mythe, et sa culture est bel et bien "glottophagie" comme l'a si bien démontré Jean Louis Calvet², en son temps... La pugnacité du français est donc nécessaire s'il veut résister efficacement au phagocytage anglosaxon.

Il demeure que, en Afrique plus qu'ailleurs, cette dimension politique de la Francophonie est accueillie avec nombre de réserves. Elle souffre de connotations néocoloniales ou ressenties comme telles sur les territoires des anciennes colonies. En même au Québec. Ecouteons l'écrivain Hedi Bouraoui pourtant tout acquis au français, et qui est professeur à l'Université d'York, Ontario :

"Nous avons dénoncé le centre monopolisant le pouvoir éditorial, financier et promotionnel qu'est Paris, qui contrôle tous les circuits culturels à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Hexagone, et brouille les différences au nom de l'unicité de la langue française. Ainsi, les cultures d'expression françaises, celles des provinces de l'Hexagone, du Québec, des anciennes colonies ou des pays récemment inclus dans les sphères du français, sont rejetées dans une marginalité aliénante" (*Quelle francophonie pour demain ?* dans *Jeune Afrique* 28 septembre 1995).

Si Bouraoui exagère en incluant les provinces françaises dans la "périmétrie" il faut lui donner raison pour le reste...

En dehors même des circuits d'édition et du monopole culturel parisien sur les médias (journaux, revues, éditions, TV5 et autres), il faut remarquer qu'une certaine façon de "vendre" le français, d'en faire une promotion appuyée et un éloge continu, "énerve" les milieux intellectuels africains. Même et surtout s'ils sont largement francophones.

Ainsi Guy Ossito Midiohouan, professeur de français à l'Université du Bénin, a écrit tout un ouvrage³ à ce sujet où il explique les motifs de cette irritation devant l'ambiguité du discours francophoniste.

"Contrairement à ce qu'affirme l'idéologie dominante, le fondement de la francophonie n'est pas culturel. Elle répond à des intérêts politiques dont "les liens culturels tissés par la langue française" ne sont qu'alibi..."

"Nous devons prendre conscience qu'en Afrique nous sommes d'abord et avant tout non pas des francophones mais des Africains⁴"

² L. J. Calvet : *Linguistique et colonisation* : petit traité de glottophagie – Payot 1974.

³ Voir de Ossito Midiohouan : *Du bon usage de la Francophonie* – Porto Novo 1994.

Et de s'étonner que de plus en plus une certaine presse mette en valeur dans un écrivain africain, non son originalité, ou son talent, ou sa représentativité nationale, ou la pertinence de son message, mais sa qualité de francophone, qui, pour Midiohouan, est somme toute très secondaire.

Car, comme le rappelle le professeur congolais Takizala Masoso "L'africain qui s'exprime en français dans des situations quotidiennes ne le fait pas au nom de la Francophonie" et l'écrivain pas davantage. Et il rappelle que "le moi profond de tous les Africains se traduit dans les langues africaines". Ce qui signifie que écrire en français n'équivaut en rien à une adhésion à l'idéologie de la Francophonie : c'est une nuance capitale qu'il conviendrait de saisir pour éviter tout malentendu⁵. Cette sensation d'être embigadé dans un combat contre le monde anglo-saxon, gêne profondément les Africains dont la moitié des voisins continentaux parlent l'anglais.

Et c'est enfin le professeur français J. P. Lautenbacher⁶ qui indique, à la suite, combien ces sentiments de frustration sont totalement ignorés des organes de presse français qui

- 1) s'intéressent peu ou guère aux opinions contestataires de la "périmétrie",
- 2) se contentent de donner à intervalles réguliers la parole aux pontifes de "centre" tels les responsables du Secrétariat d'Etat à la Francophonie ou ceux de l'ACCT, ou les têtes du Haut Conseil de la Francophonie (*Monde diplomatique* avril 1995). Et de regretter cette "communication à sens unique" dont les mots d'ordre partent toujours de Paris, la source et le pôle demeurant la France ; au grand dam des Africains et quelques autres qui se sentent satellisés, pour ne pas dire plus.

Cependant que les instances francophones demeurent insensibles à ces accusations et poursuivent une démarche triomphaliste et missionnaire, de Sommets en Sommets fortement médiatisés.

Sans vouloir trancher dans ce nœud d'incompréhensions mutuelles, nous tenterons seulement de rappeler que le français n'est compris qu'à hauteur de 20 % ou 30 % dans les pays africains dits francophones. Que les langues africaines sont toujours et de plus en plus les véhicules réels de la communication quotidienne, vu la "déscolarisation" qui augmente avec la forte démographie, et l'incapacité des gouvernements à augmenter les écoles en proportion suffisante.

Que, à tort ou à raison, la politique francophone est rendue responsable de tentatives d'étouffement des langues africaines, comme nous l'avons signalé plus d'une fois⁷

Que donc les protagonistes du "tout-francophonie" auraient intérêt à prendre quelques précautions.

⁴ C. O. Midchan – *Du bon usage de la Francophonie* – Porto Novo CNPMC 1994.

⁵ Il suffit de prêter l'oreille aux témoignages locaux...

⁶ J. P. Lautenbacher : *Du bon usage de la Francophonie*...article dans *Bulletin francophone de Finlande* – n°

⁷ – Jyväskylä 1995.

⁷ L. Kesteloot – *Histoire de la littérature négro-africaine*, Karthala-AUF, 2001.

Ainsi, serait-il abusif de suggérer à ceux qui proposent et disposent de l'importante logistique francophone en Afrique ex-française, d'en user avec plus de tact envers les idiomes de leurs anciens sujets ? De s'intéresser quelque peu à leurs efforts de productions écrites et orales dans ces langues sans pedigree, mais dont Delafosse, Cendrars, Equilbecq, Gilbert Vieillard, Théodore Monod pour ne citer qu'eux, bien avant la guerre, avaient reconnu la richesse et les mérites ?

De ne pas afficher une indifférence, ou un complexe de supériorité tels, que même muets, ils sont inévitablement ressentis comme vexatoires ?

Mais au lieu d'accorder cet intérêt minimum aux langues africaines et d'envisager une reconnaissance qui leur rendrait justice, la politique de la Coopération comme celle de la Francophonie n'ont cessé jusqu'ici de les écarter de leur champ de vision.

Contrairement à l'attitude adoptée à l'égard des pays de l'Est ou du Vietnam, où l'on propose tout naturellement des classes bilingues Hongrois-français, Vietnamien-français, en Afrique jamais la France ou ses porte-parole n'ont envisagé le bilinguisme scolaire : wolof-français, ou ewondo-français, ou bambara-français.

On peut se demander pourquoi ?

D'autre part toute une partie des instances de la Coopération et de la Francophonie semble avoir accepté que le français d'Afrique est condamné à une créolisation inévitable. Les linguistes français sont chargés de faire des dictionnaires du français du Sénégal, du français de Côte d'Ivoire, du français du Rwanda.

Le petit "Dictionnaire universel" paru chez Hachette à l'intention des élèves Africains présente un grand nombre de termes et d'expressions locales ou d'usages inadéquats du lexique français, que n'ont pourtant jamais sanctionnées aucune académie ni université d'Afrique, de France ou d'ailleurs. On a donc pris la liberté de laisser dériver la langue dans les écoles sans contrôle scientifique !

Aussi n'est-il pas étonnant que d'ores et déjà la mort du français en Afrique est annoncée par les linguistes les plus avisés. Ils prédisent la "pidjinisation" inévitable⁸. L'avenir du français d'Afrique serait le "français de Moussa" à Abidjan, Libreville ou Kinshasa. Ce français petit-nègre s'écrit déjà dans maints journaux, ou circule en bandes dessinées voire même en petits romans populaires (dixit Pius Nkashama). Par ailleurs les éditeurs francophones installés en Afrique laissent passer de plus en plus de fautes dans leurs publications.

A ce train-là on peut se demander quel serait l'avenir de la Francophonie en Afrique ? Et si nos écrivains, francophones vrais, ne s'y sentiront pas de plus en plus isolés, rejetés vers la France, quoi qu'ils en pensent, bref assimilés ?

En somme pour avoir refusé le partage volontaire et "fair play" avec les langues africaines, une politique francophone agressive et bornée pourrait obtenir le contraire de son objectif : à savoir un français local qui serait devenu impropre à un usage culturel de qualité.

⁸ - Chantal Zabus - *The African palimpsest*, indégenization of language in the West African novel.

- Pierre Dumont - *L'Afrique peut-elle encore parler français* ? L'Harmattan 1986.

Cette créolisation des langues en Afrique serait à notre avis fort regrettable. "Une langue qui ne serait ni africaine ni française serait deux fois inutile" écrit Pierre Dumont⁹.

On y perdrait et le français et les langues africaines, chacune possédant tant de qualités intrinsèques. Le métissage par voie populaire ne peut aboutir qu'à un très grand appauvrissement, dans ce contexte de sous-culture urbaine.

Le "parler de la rue" abâtardit donc aussi les langues locales ; et s'il remplace la français en Afrique, ce dernier perdrait toute efficacité comme langue de communication internationale. Le sabir en résultant enfermera davantage l'Afrique sur elle-même. Et ce serait l'échec de toutes les politiques scolaires coloniales, post-coloniales, et nationales. C'est P. Dumont¹⁰, encore lui, qui souhaite :

"Français et langues africaines pour longtemps encore seront présents ensemble sur la scène scolaire. Il faut donc se remettre au travail pour que cette dualité soit un facteur de progrès et non de sous-développement".

L'amour des deux cultures africaine et française, nous porte donc à espérer un modus vivendi, plutôt que de laisser place à une vraie "bâtardise", pour parler comme le cher A. Kourouma, dont le roman *Allah n'est pas obligé* offre une caricature expérimentale et drôle d'un français d'Afrique si raboteux sur la longue durée, que le lecteur s'en décourage avant la fin.

Que signifie donc le fait d'attribuer un prix Renaudot à un roman systématiquement rédigé en petit-nègre ? De qui se moque-t-on ? Alors que la critique métropolitaine n'avait point réagi lors des deux romans précédents du même auteur, parus au Seuil eux aussi, et véritables chefs d'œuvre de création littéraire.

Nombreux sont nos collègues, intellectuels africains, qui n'ont pas apprécié.

Que la politique linguistique de la Francophonie soutiennent donc le bon français, et encourage les langues africaines, on ne lui demande rien d'autre.

Ne peut-on imaginer un avenir libéré de cette rivalité destructrice ?

Nous voulons croire que le français et les langues africaines trouveront un terrain d'entente, et choisiront enfin une politique de véritable collaboration ; et de profond respect dans leurs différences

X

X

X

⁹ P. Dumont, J. Blondé, D. Gonthier. *Lexique du français du Sénégal* – NEA – EDICEF 1979.

¹⁰ Pierre Dumont est actuellement Recteur de l'Université francophone d'Istanbul.